

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/208

G/SCM/W/218

8 décembre 1995

(95-4002)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: français

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR HONG KONG¹ CONCERNANT LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS DE LA SUISSE²

La Mission permanente de la Suisse a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 novembre 1995.

La Suisse ne dispose pas d'une législation particulière relative aux mesures antidumping, avant comme après le Cycle d'Uruguay. En droit suisse, l'Accord du Tokyo Round relatif à la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1947 avait force obligatoire. Le 1er juillet 1995, la Suisse est devenue Membre de l'OMC, date à laquelle les Accords de l'OMC sont entrés en vigueur pour elle. Par conséquent, c'est désormais l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 qui a force de loi en Suisse. Ils ont été publiés dans le Recueil officiel du droit fédéral (RO 1995).

¹G/ADP/W/143-G/SCM/W/150.

²G/ADP/N/1/CHE/1 et G/SCM/N/1/CHE/1.